

Info Luttons 76 N°5

A toutes nos organisations CGT de Seine-Maritime

infoluttons76@orange.fr // 16 décembre 2020



Samedi 9 décembre, environ 400 personnes battaient le pavé dans les rues de Rouen, à l'appel de l'intersyndicale CGT / CFE-CGC / CFDT / FO.

Salariés, responsables syndicaux et politiques étaient présents ainsi que l'UD CGT 76, ses syndicats, l'USTM et la Fédération de la Métallurgie pour dénoncer la fermeture de l'usine de Déville-les-Rouen et la casse de l'emploi pour des choix financiers, répondant à l'appétit des actionnaires d'une entreprise française, menaçant 1 000 emplois dans le monde dont environ 350 en France.

Depuis 2016, l'Etat, sous la houlette à l'époque d'Emmanuel Macron a renfloué le capital de Vallourec en injectant 219 millions d'euros via la BPI, passant sa part au capital du groupe à 16,5%.

Au total plus de 650 millions ont été injectés par l'Etat dans le capital du groupe.

On peut rajouter plusieurs dizaines de millions d'euros ces trois dernières années, au titre du crédit impôt recherche et CICE.

Pour quel résultat ?

Fermeture des laminoirs de Déville et Saint Saulve dans le Nord.

Pour la CGT, les licenciements ne se négocient pas, ils se combattent.

Une Commission Départementale pour la revitalisation et la réindustrialisation est mise en place sous la responsabilité du Préfet de Seine-Maritime. L'UD CGT participe à cette réunion avec l'intersyndicale de Vallourec.

Affaire à suivre...

L'argent public doit servir pour la défense de l'emploi, à la formation.

Contre les licenciements, la CGT sera toujours présente auprès des salariés qui luttent.

Le combat n'est pas fini.

ACTION IKEA à Tourville la Rivière le 14 décembre 2020



Lundi, une cinquantaine de salariés d'IKEA Tourville la Rivière se sont mis en grève pour dénoncer l'échec des NAO, puis l'annonce du gel total de la prime d'intéressement et de participation aux bénéfices.

La majorité des salariés sont venus voir les Organisations Syndicales du site (UNSA et CGT) pour faire un appel à la grève.

La demande de la CGT est claire :

NOUS VOULONS L'OUVERTURE DÈS JANVIER 2021 DE NOUVELLES NAO AVEC DE RÉELLES AVANCÉES SALARIALES

En fin de journée, en AG, les employés ont acté, en coordination avec d'autres magasins IKEA, de réaliser une journée nationale de grève samedi prochain, le 19 décembre, 1er jour des vacances scolaires afin d'imposer un rapport de force conséquent face aux actionnaires et à la direction de cette entreprise anti-sociale.

Les salariés m'ont chargé de remercier chaleureusement l'ensemble des militants, camarades et responsables CGT qui sont passés de l'aube à la fin de journée voir les grévistes pour leur apporter leur soutien et leur solidarité :

Syndicat Carrefour Tourville, LM, Territoriaux de Caudebec, BASF, l'UL de St Etienne, l'UL de Rouen, les hospitaliers, McDo, Territoriaux de Tourville etc ...

Nous avons montré un très beau visage de la CGT aujourd'hui ! MERCI à toutes et tous très sincèrement.

L'interpro CGT a encore une fois montré sa force de frappe malgré un second rassemblement départemental devant le dépôt Amazon de Sotteville.

Enfin, un grand merci encore à notre Secrétaire Général, Christian MORIN qui a passé plus de 6h00 avec l'équipe gréviste !

Loïc Roldan

Notre camarade VALENTIN, condamné injustement pour usage de la liberté d'expression à l'encontre du Ministre DARMANIN.

Aujourd'hui, 14 décembre 2020, le tribunal correctionnel de Rouen a décidé de condamner Valentin, militant CGT à 100 jours amende de 15€ pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique. En l'espèce, il lui était reproché d'avoir crié « *DARMANIN violeur, sale violeur* » le 26 juillet dernier à l'occasion de la venue du Ministre à St Etienne du Rouvray.

Cette peine est loin d'être dérisoire pour un ouvrier ajusteur dans l'automobile sachant qu'elle équivaut au montant d'un mois de salaire. Pire encore, chaque fraction de 15€ non payée entraîne son incarcération pour une journée. C'est la démonstration que nous sommes face à une justice de classe !

Alors que le Ministre Darmanin multiplie les écrits mensongers et diffamatoires à l'encontre des nombreux manifestants pacifiques injustement arrêtés dans la manifestation de samedi dernier à Paris, les présentant comme « individus ultra-violents », la justice condamne lourdement Valentin qui a juste voulu exprimer sa colère face à nomination comme Ministre d'un responsable politique accusé de viol.

Si la présomption d'innocence doit être respectée, celle-ci ne peut avoir pour objet ou pour effet de limiter la liberté d'expression. Comme le souligne notamment Amnesty International, de nombreux.ses manifestant.es sont régulièrement condamné.es pour outrage sur la base d'une loi vague permettant surtout de limiter le droit d'expression pourtant reconnu par la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne.

Cette lourde condamnation intervient dans un contexte où le droit des manifestants est remis en cause, tant à Rouen (interdiction de manifester en centre-ville, détention arbitraire par les forces de police, amende pour tapage diurne) qu'au niveau national par l'adoption en première lecture de la Loi Sécurité Globale.

Valentin a d'ores et déjà décidé de faire appel de cette décision scandaleuse.

La liberté d'expression, comme celle de manifester, constituent des droits fondamentaux dont nous ne pouvons accepter la remise en cause.

NOUS EXIGEONS :

- **L'annulation de la peine prononcée contre Valentin**
- **La suppression des infractions « d'outrage à personne dépositaire de l'autorité publique » et « émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme » dans le cadre des manifestations**
- **La fin de toutes les techniques illégales, nassage, privation de liberté utilisées par les forces de l'ordre**
- **La suspension immédiate du projet de Loi Sécurité Globale**

Rouen, le 14 décembre 2020



Jeudi 17 décembre

Mobilisation massive pour une victoire à portée de main !

La FNME-CGT organise la coordination nationale des actions de lutte contre la casse des Industries Électriques et Gazières : la victoire est là !

Les actions du 3 novembre à l'appel de la FNME-CGT et des 26 novembre et 10 décembre 2020 à l'appel des fédérations syndicales représentatives dans la branche des Industries Électriques et Gazières, ont donné de la visibilité aux agents sur la nocivité des démantèlements et destructions en cours dans les entreprises. Que ce soit chez ENGIE, EDF ou GAZELENERGIE, les directions des entreprises et l'état,

ne répondent plus en rien aux enjeux de l'avenir du secteur énergétique de la France. Pire, ils actent la fin du service public de l'électricité et du gaz méthodiquement attaqué depuis plus de 20 ans. Le service public de l'électricité et du gaz est vital, il pallie le désengagement du capital à chaque crise ou soubresaut de la finance et reste le seul garant de la réponse aux besoins des populations et de l'intérêt général.

Les élus de l'opposition et les médias ont abondamment relayé nos revendications et actions : c'est une première victoire face au mépris du pouvoir et des dirigeants d'entreprises. **Après avoir alerté et convaincu l'opinion publique, il nous reste maintenant à faire plier les directions des entreprises, le gouvernement et l'Élysée.**

L'avenir du secteur des IEG ne peut plus reposer sur les orientations de quelques oligarques irresponsables et méprisants dont le seul objectif est de toujours plus libéraliser les biens de première nécessité que sont l'électricité et le gaz.



La coordination mise en place par la FNME-CGT va permettre aux travailleurs en lutte d'aller encore plus loin dans la cohérence et l'efficacité.

La FNME-CGT va, dès jeudi 17 décembre, aider, coordonner, continuer et amplifier TOUTES les actions légitimes décidées collectivement.

Seul le rapport de force instauré par les reprises en main de l'outil de travail (avec notamment des baisses de charge dans la production électrique) nous amènera à la victoire avec le retrait de ces projets mortifères.

Cette victoire à venir du Service Public de l'électricité et du gaz face aux casseurs de la Branche des IEG sera le fruit des heures de grève et des actions de lutte menées par les grévistes. La FNME-CGT, ses syndicats et ses syndiqués mettront tout en œuvre pour faire gagner les salariés et l'intérêt général.

JEUDI 17 DÉCEMBRE, TOUS DANS L'ACTION



Montreuil, le 15 décembre 2020

#FédérerLesÉnergies



fnme cgt

MANIFESTATION

Samedi 19 décembre 14h30

Parvis église St Sever

Malgré les centaines de kilo mètres parcourus par les sans-papiers lors de l'Acte3, - la Marche nationale des Sans Papiers du 19 septembre au 17 octobre, les milliers de villes et villages traversés, les centaines de réseaux mobilisés, les multiples rencontres et les dizaines de milliers de participantEs à la manifestation du 17 octobre à Paris... rien. Emmanuel Macron n'a pas eu un mot pour les sans-papiers.

MACRON ET CE POUVOIR MÉPRISENT LES HABITANT·E·S DE CE PAYS, AVEC OU SANS PAPIERS.

Ils parlent de liberté. Mais après avoir refusé la liberté de circuler aux migrantEs ils la limitent de plus en plus régulièrement pour toute la population. Le gouvernement prétend défendre la liberté d'expression mais a interdit à la Marche nationale des Sans-papiers de défiler vers l'Elysée le 17 octobre. Par ailleurs, ils ne respectent pas le droit d'asile, alors même que l'État français est en partie responsable de guerres et de partenariats économiques honteux qui provoquent l'exil.

Ils parlent d'égalité mais la refusent aux sans-papiers et les inégalités explosent dans toute la société.

Ils disent agir pour la santé mais n'ont en tête que la défense des profits des plus riches. C'est ce qu'ils appellent l'économie mais ils refusent de donner les moyens nécessaires à l'hôpital ou à l'école, mettent des migrantEs à la rue, continuent d'expulser des pauvres de leur logement, font exploser le chômage, laissent des sans-papiers sans protection en première ligne et remplissent les centres de rétention.

Le pouvoir fait partie du problème des crises de ce pays et les amplifie, semant la misère, le désespoir, le racisme et la haine là où il faut plus de solidarité, de liberté et d'égalité.

LORS DE LA MARCHÉ NATIONALE DES SANS-PAPIERS NOUS AVONS MONTRÉ QUE NOUS ÉTIIONS LA SOLUTION.

Le 17 octobre malgré le couvre-feu, malgré l'horreur de l'assassinat d'un professeur la veille, malgré le black-out médiatique sur notre mouvement et malgré l'interdiction de manifester dans tout l'ouest parisien nous étions des dizaines de milliers, ensemble, avec et sans papiers, venuEs de tout le pays pour la liberté et l'égalité des droits, pour la régularisation de touTEs les sans-papiers, uniEs contre le racisme, la xénophobie et l'islamophobie.

ALORS NOUS APPELONS À RENFORCER ENCORE CE MOUVEMENT AVEC L'ACTE 4.

De nouveaux collectifs de sans-papiers se sont construits. Il faut les développer et en faire naître dans chaque ville, chaque quartier, chaque foyer et centre d'hébergement.

Des collectifs de solidarité existent et se sont mobilisés sur tout le territoire. Sans eux la Marche aurait été impossible.

Là où ils n'existent pas encore il faut les construire. Là où ils existent il faut les développer et multiplier les actions.

Syndicalistes et syndicats se sont mobiliséEs auprès des sans-papiers. Nous appelons les sans-papiers qui travaillent à rejoindre un syndicat et les syndicats à porter haut la lutte pour la régularisation des sans-papiers. Ce n'est pas l'immigration qui crée un dumping social, ce sont les inégalités et la précarisation de toute la main-d'œuvre.

Nous appelons à préparer les conditions d'une journée de grève interprofessionnelle pour l'égalité et la régularisation des sans-papiers.

Nous appelons à participer aux luttes contre les centres de rétention, pour un logement décent pour tous et toutes et contre les expulsions.

Nous appelons à faire converger tous ces efforts par des manifestations dans toutes les villes et les villages, sur tout le territoire le vendredi 18 décembre, Journée internationale des migrantEs, pour la régularisation de touTEs les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, le logement pour touTEs.

**NOUS APPELONS À FAIRE TRIOMPHER
LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ ET LA SOLIDARITÉ.**

à l'appel de



de Rouen soutenus par : premières signatures

Alternatiba, Association de Solidarité avec Tou-te-s les Immigrés Petit Quevilly, CCFD Terre Solidaire, Cimade Groupe local de Rouen, Espoirs de femmes, Pastorale des Migrants, Pour Un Avenir Meilleur, RESF Réseau Éducation Sans Frontières, Réseau Solidarité Migrants (RSM Rouen), ..

**Collectif de
Défense des Libertés Fondamentales** AFPS Association France Palestine Solidarité, DAL Droit au Logement, Droits des femmes, Ensemble !, Fondation Copernic, FSU 76, Ligue des Droits de l'homme – Rouen, NPA Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français 76, Parti de Gauche 76, Union Départementale CGT 76, Union syndicale Solidaires 76.....
et Union Communiste Libertaire

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.**
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).